

HISTOIRE D'UN MAIRE QUI DONNE ENVIE D'ÊTRE MAIRE

Pierre Paillas,
maire de Milhars



Être maire d'une commune rurale s'avère une tâche particulièrement complexe. Rencontre avec Pierre Paillas, maire de Milhars, dans le Tarn, un village de 233 habitants qui revient de loin.

Par Pollet Pinet architectes.

Photographies Rebekka Deubner.

Pierre Paillas est maire. Un maire confronté à l'ordinaire. Un maire que l'ordinaire ne satisfait pas, celui d'une ruralité dont l'horizon s'assombrit sans prévenir. C'est l'histoire de Milhars, un village situé aux limites de l'Albigeois, du Rouergue et du Quercy, en dehors des aires d'attraction économiquement salvatrices d'Albi ou de Montauban. Une campagne maintenue en éveil et dépendante de l'activité industrielle de la cimenterie Lafarge à Lexos, commune voisine, qui fin 1993 annonce son déménagement au Sénégal et la destruction du site. C'est aussi l'histoire d'un maire à l'époque conseiller municipal, la trentaine à peine, qui justement travaillait comme technicien mécanique dans cette usine. Un homme qui a vécu l'absence soudaine du poids lourd du bâtiment et ses répercussions sociales. Environ mille personnes dépendaient plus ou moins directement de cette activité, et aucun plan de départ ne put couvrir les conséquences en chaîne d'un tel événement. « Quand l'usine s'en va, c'est finalement au bout de dix, quinze, voire vingt ans que l'on s'aperçoit qu'elle faisait vivre à elle seule ce milieu rural, nous explique Pierre Paillas. Tout s'est échappé et il a fallu faire face à ce phénomène où nous perdions dans le même temps les jeunes qui partaient ailleurs pour le travail et nos petits commerces comme l'épicerie. Nous perdions l'essentiel. » Vivre cette déroute en tant qu'homme est

Profession

éprouvant, et il fallait être un véritable casse-cou pour s'engager alors comme élu et assumer la responsabilité de la renaissance de sa commune, si ce n'est son sauvetage. «Tout s'en va en seulement une ou deux décennies, après il faut tout reconstruire.» À l'époque, Milhars aurait pu faire partie du terroir AOP des vins de Gaillac, assurant en partie la redynamisation des exploitations viticoles environnantes et la possibilité de ressources attractives autres que Lafarge. Mais la croyance dans l'usine était telle qu'aucun projet d'inscription n'a été déposé et les vignes furent arrachées à regret.

ÊTRE MAIRE

Depuis 2014, Pierre Paillas est maire d'un village qu'il sait vivant et dont il connaît les vraies ressources. Là est toute la différence, l'empathie et l'espoir. Sûrement a-t-il appris des luttes salariales à Lexos, où il se devait de négocier au mieux les conditions de survie pour l'après. «Certaines communes se laissent porter par le temps. Mais quand on veut maintenir une école, attirer une jeunesse, fixer cette jeunesse, créer une épicerie, un bar... il faut une certaine dynamique, et on donne tout ce que l'on a.» Telle une incitation au trépas, le pont routier entre Milhars et Laguépie qui enjambe la voie ferrée aurait pu être démolie et une partie du village coupée du monde si l'homme en question n'était pas intervenu. Un combat musclé pour une infrastructure que la SNCF proposa cyniquement de démolir gratuitement faute de vouloir en assurer l'entretien. Carole Delgas, actuelle présidente de Région, fut personnellement sollicitée afin de trouver un appui contre cette mesure purement bureaucratique. Un acte qui aurait constitué, faute de mobilisation, un deuxième coup de matraque pour les habitants. Finalement, 580 000 euros ont été alloués à sa modernisation, et la livraison du chantier est prévue cette année, victoire par KO. Aujourd'hui, à Milhars, la situation s'améliore, du moins elle ne se dégrade plus. Mettre à disposition gratuitement à de jeunes entrepreneurs un bar et une épicerie, pomper et distribuer l'eau potable des nappes souterraines karstiques pour moins cher qu'un opérateur historique, donner à l'école les moyens d'accueillir les enfants au-delà des heures de cours afin de permettre à chaque parent de travailler, se démener pour que le bâti ancien trouve de nouveaux propriétaires, promouvoir dès que possible sa commune et se mettre en quête de financements, protéger les zones



En haut, l'Aveyron.
En bas, le vieux Milhars.



naturelles ou encore assurer sans produit phytosanitaire l'entretien des nombreux jardins communaux sont autant de projets d'apparence ordinaire mais qui pourtant réenchangent progressivement la vie du village. Sur la question agricole, même si le maire ne dispose d'aucun moyen concret pour agir, son statut lui permet d'informer, de communiquer, d'insuffler des idées... «On travaille avec le lycée agricole Fonlabour, à Albi, à qui on peut dire: là, il y a une ferme qui se libère... Les lycées poussent de moins en moins à se lancer dans l'intensif.» Un rôle qui permet aussi au maire d'ouvrir la voie aux plus jeunes avec, par exemple, le projet de plantation d'une vigne, symbole d'un renouveau viticole désormais possible. «Pourquoi on ne reviendrait pas vers la vigne? C'est à nous de commencer, d'être précurseurs de tout cela.» Sur la question du bâti laissé à l'abandon, sujet récurrent au sein des villages ruraux, la volonté des élus est cruciale. Il s'agit dès lors de valoriser ces murs en assainissant, en consolidant, en rendant praticable... et de leur trouver de nouveaux usages allant du logement à l'espace de travail ou d'exposition, même un temps. À Milhars, il existe une maison bien nommée «la maison autonome» implantée sur les hauteurs du vieux village et qui a fait l'objet d'un don patrimonial à la commune de la part de ses anciens propriétaires. Un lieu vétuste, encrassé par la suie et rescapé d'une époque pas si lointaine où les poules vivaient au chaud devant la cheminée, mais un lieu actuel. Entre les épaisses maçonneries vieilles de quatre cents ans, une citerne à eau, une blanchisserie, un four à pain, un potager, un cantou [cheminée comme unique élément de chauffage et principal éclairage, nldr], un pigeonnier... «C'est une maison équipée pour vivre les quatre saisons sans avoir besoin de sortir du village.» L'heure est à la recherche d'un programme et de financements, c'est là aussi l'expression d'une fatalité contre-carrée par la volonté d'une équipe municipale investie dans la revitalisation de son bourg: «une succession de constructions qui n'ont rien à voir avec de la politique».

CONSOLIDER POUR TRANSMETTRE

À cette échelle, 230 habitants, maire n'est pas un métier reconnu. Que l'on accède au siège par vocation ou poussé par le conseil municipal, c'est avant tout un état d'esprit. «Il faut accepter de donner une partie de sa vie», nous confie Pierre Paillas, et parfois au détriment de



Pierre Paillas quitte la mairie
après une réunion municipale.

« Tout ce travail qu'il restait et restera à faire... il y en a pour des décennies. Notre rôle, c'est de créer les conditions de la relève - et si elle est représentée par des jeunes, qu'ils n'aient pas à se faire chier comme on s'est fait chier nous [...] C'est de dire, maintenant, vous avez presque l'essentiel, les bases, des fondations qui sont solides, maintenant à vous de décorer les murs! »



Jean-Paul Marion,
adjoint au maire.



sa propre famille. Certains se qualifieront de couteau suisse tant les compétences sont diverses. De nombreuses tâches demeurent épuisantes. Un deuxième mandat, probablement le dernier, mais rien n'est sûr. « Il faut laisser les choses... mais moi, ce qui m'intéresse, c'est que la jeunesse soit formée et continue à construire le village. » Son défi est double car il le sait, s'il ne va pas au bout de sa démarche, s'il ne parvient pas à rendre la situation plus simple, plus désirable, personne ne le fera et l'histoire se répétera. Qui acceptera d'accomplir autant pour si peu ? Qui acceptera d'effectuer au milieu de la nuit une réparation sur le réseau d'eau potable dont il est maintenant responsable ? Rien n'est donc acquis, tout est à consolider. Or, pérenniser ce qui a été mis en place, c'est aussi se mettre en position d'intéresser les plus jeunes à cette mission et plus largement aux postes d'élus locaux exercés au sein des territoires ruraux. Être maire d'un village n'est valorisé ni dans l'image, ni dans l'administratif, ni dans la rémunération. Son statut pourrait s'apparenter à celui d'un bénévole indemnisé à hauteur de 580 euros par mois pour les communes de moins de 500 habitants. Ici, 50 euros pour les trois adjoints tout aussi mobilisés mais dont l'indemnité officielle est reversée dans le budget communal, et zéro pour les conseillers.

Redonner un cap à un village traumatisé ne se paie pas plus. « Cela devrait être mieux évalué parce qu'il est difficile de lier sa profession et la permanence trois demi-journées par semaine. » Être maire implique soit d'être retraité, soit de conserver une activité parallèle et donc de considérer qu'il ne s'agit pas d'une occupation à plein temps. Une vision irréaliste tant la tâche est chronophage. Pour donner cette possibilité aux quelques « actifs », les conseils municipaux se déroulent le soir après le travail de chacun, mais cela reste épuisant et difficilement conciliable avec le développement d'une vie professionnelle et personnelle. Qui plus est au moment où tout se construit, dans la tranche d'âge des 18-40 ans largement sous-représentée chez les maires. En 1983, leur part était de 12 %, en 2014 seulement de 3,80 %. Faudrait-il créer une indemnité incitative supplémentaire en fonction de l'âge et de la présence ou non d'un revenu complémentaire ? Économique ou non, la revalorisation de cette tâche est urgente si l'on souhaite voir une nouvelle génération se battre et tout donner pour maintenir la vie au cœur des villages et ses alentours.



En haut, Claude Dagada,
adjoint au maire.
En bas, Jaime Gil,
conseiller municipal.



SUSCITER DES VOCATIONS

La question de la formation est aussi soulevée. Un apprentissage sur le tas, fruit d'une expérience longue en temps qu'élus épaulé par le secrétaire de mairie, un rôle clé à cette échelle, mais également en tant que partie d'une communauté humaine. « En trente ans, on est face à des phénomènes... d'abord celui des mentalités, notamment celles des maires successifs, mais aussi celui des besoins de la population que l'on identifie. On ne s'éloigne pas de ce noyau-là, on progresse au fur et à mesure tout en tenant compte du vieillissement. » Il est donc extrêmement rare pour une immense majorité de jeunes, généralement catalogués « inexpérimentés », d'envisager briguer l'exécutif sans passer par la connaissance de leur commune d'abord en tant que simple habitant, puis en tant que membre du conseil. Il serait par ailleurs fortement recommandé d'avoir fait ses armes au sein d'associations ou de groupes militants locaux. Assurer le lien intergénérationnel au sein des conseils paraît essentiel si l'on ne veut pas voir de formidables projets communaux anéantis par l'impossibilité de passer le relais. Lors des dernières élections, 106 communes n'ont pas ouvert leurs bureaux de vote faute de candidat. Les conseils municipaux se renouvellent de moins en moins et la volonté politique s'estompe. « Tout ce travail qu'il restait et restera à faire... il y en a pour des décennies. Notre rôle, c'est de créer les conditions de la relève – et si elle est représentée par des jeunes, qu'ils n'aient pas à se faire chier comme on s'est fait chier nous [...] C'est de dire, maintenant, vous avez presque l'essentiel, les bases, des fondations qui sont solides, maintenant à vous de décorer les murs ! »

La gestion la plus locale qui existe, directement impactante pour les habitants, celle qui prend au quotidien le pouls de la société rurale, est donc une affaire de bonne volonté et de passion pour le bien commun. D'intuition aussi, pour proposer des solutions souvent en dehors des protocoles étatiques. D'une immense énergie pour répondre aux sollicitations continues des habitants sur des sujets souvent éloignés des compétences premières du maire et de son équipe. Et enfin d'une combativité inspirante, celle que nous avons perçue dès nos premiers échanges avec Pierre Paillas, les conseillers et les adjoints. C'est à ces élus engagés et téméraires que nous devons le maintien d'une vie heureuse dans les plus petites communes rurales.

Grâce à eux, les suivants n'auront pas à marcher sur des planchers pourris.